



Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Municipales : quels enjeux pour la classe ouvrière ?

Les municipales de 2026 sont le dernier rendez-vous électoral du calendrier avant les élections présidentielles de 2027 qui ont lieu dans 13 mois. Bien qu'elles aient des caractéristiques propres les élections municipales 2026 sont donc dans la perspective de ce moment le plus essentiel pour la dictature du capital (ou démocratie bourgeoise) que sont les élections présidentielles sous la Vème monarcho-république pour duper les masses avec leur propre consentement (le vote).

Des élections sur fond de crise systémique du capitalisme

Ces élections municipales, malgré leur apparente spécificité, s'inscrivent d'abord dans un contexte de politique gouvernementale et de pic dans la crise politique de la démocratie bourgeoise qui traduisent la crise générale du capitalisme et la concurrence renforcée entre monopoles. Pour défendre les intérêts exclusifs des monopoles français et de l'oligarchie financière, tous les coups possibles ont été portés contre la classe ouvrière : salaires, conditions et organisations du travail, licenciement, suppressions d'emplois, précarité, droit à la retraite et aux indemnités-chômage, loi anti immigrés, lois anti-démocratiques et sécuritaires..., autant de leviers d'exploitation contre lesquels les luttes ont été nombreuses, mais peu victorieuses, faute de coordination suffisante de ces luttes.

Les municipalités : un maillon de la dictature du capital...

Les communes sont des institutions locales et à ce titre un maillon de la dictature du capital, bien

qu'elles puissent donner l'impression d'une politique de proximité isolée des enjeux nationaux. Ce serait oublier qu'en régime capitaliste, les lois de la vie économique et sociale produisent la dictature des monopoles sur toutes les sphères de la société. Les aides publiques au capital par les communes représentent par exemple au moins 3 milliards par an même si le rapport tant commenté de la commission d'enquête du sénat sur les aides publiques aux entreprises ne les comptabilise même pas. La corruption pour l'obtention des marchés publics des mairies est endémique et connue des populations locales. Les dernières élections municipales, marquées par le début de la pandémie de Covid-19 et les balbutiements du gouvernement ont connu leur plus forte abstention. L'enjeu principal pour les partis de la démocratie bourgeoise et les alliances, en plus d'un dernier point d'étape avant les présidentielles, sera financier en gagnant le plus de places d'élus rémunérés et de positions de corruption. Le courant de remise en question de la politique dominante mise en œuvre par le gouvernement, se renforce, mais les forces populaires ouvrières ne se sont pas libérées des partis bourgeois et petits bourgeois. La hausse des violences (menaces, injures, agressions, harcèlement...) contre les élus, en particulier les maires, a poussé à la loi du 21 mars 2024 qui a introduit des mesures pour mieux les protéger et traduit ce rejet. En même temps, 56 % des Français souhaitent que leur maire actuel soit réélu. Ce taux est plus élevé dans les petites communes (64 % pour moins de 3 500 habitants, 61 % pour moins de 20 000). Un demi millions de places d'élus locaux sont à pourvoir et représentent un maillage politique non négligeable et une manne financière parfois vitale pour de nombreux partis.

[... / ...]



pcrf-ic.fr

Les Amis d'Oulianov - BP 40084

75 862 PARIS CEDEX 18

unionjc.fr



... mais victimes de sa politique d'austérité

Nous ne saurions cependant nous réjouir du sort qui est réservé aux communes, sous la pression des monopoles, de l'Union européenne et des politiques gouvernementales depuis plusieurs décennies, visant à renforcer le poids des régions les plus riches, au détriment des plus pauvres, des départements et des communes. Ces dernières sont en effet de plus en plus privées de financements (suppression de la taxe professionnelle sous Sarkozy, puis de la taxe d'habitation sous Macron, loi 3DS de 2022, loi NOTRe...), et les communes voient leurs attributions se réduire davantage ; le PCRf dénonce cette situation de dépossession accentuée d'instances décisionnelles de proximité, qui illustre un peu plus sous l'impérialisme, la dictature de classe directe des monopoles sur l'État bourgeois. Rappelons que, contrairement aux réformistes, les communistes combattent l'illusion d'un État « rempart » au service de « l'intérêt général », qui occulte totalement sa nature de classe. Nous défendons donc des moyens budgétaires suffisants pour les communes, en faveur de leurs populations, mais tout en dénonçant la démagogie des partis de la bourgeoisie (LR, Renaissance, RN, PS et Verts) qui prétendent proposer localement une politique alternative, alors qu'ils ne font que gérer loyalement les directives de leurs gouvernements et de l'UE.

Pas d'illusions sur les fausses alternances politiques

Le PCRf met en garde les travailleurs contre le piège que constitue une très opportuniste recombinaison d'une fausse « gauche unie » avec ou sans NFP et autour du PS et d'EELV : ces deux formations politiques portent une lourde responsabilité dans les attaques menées actuellement par les monopoles contre nos acquis, puisqu'elles ont promu, suivi et soutenu le programme de Macron. Nous avons fait l'expérience, depuis le XX^{ème} siècle, du double jeu du Parti socialiste : promesses « de gauche » et pilier de la dictature du capital en alternance avec la droite, se revendiquant aujourd'hui comme les champions de la défense d'une politique de guerre (voir par exemple les déclarations de Ra-

phaël Glucksman) ou se plaçant en sauveur suprême du macronisme par des compromis parlementaires. La lutte concurrentielle pour les postes ne doit pas faire oublier le contenu de classe identique de leur politique !

Le parti RN qui élude totalement les responsabilités de la classe capitaliste dans le mal-vivre des travailleurs, et désigne des boucs-émissaires (immigrés, Roms, musulmans...), pour mieux diviser les travailleurs et servir le système d'exploitation, testera son nouveau type d'alliance avec les droites avec l'appui ouvert du système Périclès du milliardaire Pierre-Edouard Sterin (patron des smartbox). Ce scrutin constitue pour beaucoup de prolétaires le moyen de prolonger l'expression de leur rejet de la politique de Macron, en infligeant notamment un revers aux candidats Renaissance (Macron). Mais notre Parti appelle les électrices et électeurs à ne pas donner leurs voix aux candidats de la bourgeoisie y compris du PS et de EELV.

Classe contre classe

Notre Parti ne peut pas déposer de liste en raison de la censure par l'argent. Il ne peut pas non plus se rallier sans condition à des listes de la « gauche de la gauche » (PCF, LFI, NPA, etc.), qui, à travers leurs propositions sans remise en cause du système capitaliste, sèment des illusions et joue le rôle de dernière roue de secours (sociale) du capitalisme. Pour les communistes marxistes-léninistes, les élections sont d'ordre tactique. Elles sont donc soumises à notre stratégie qui est aujourd'hui celle de construire le parti révolutionnaire de la classe ouvrière qui est la seule classe en France orpheline de son organisation politique forte et reconnue. Pour présenter des candidats du parti ou soutenir une liste, notre parti appliquera la tactique classe contre classe. Nous interpellons donc publiquement les listes comme celles dites de la « gauche de la gauche » sur des thèmes et axes de luttes qui alimentant les luttes politiques constitueraient des éléments de rupture réelle avec la politique du capital, et notre parti rendra compte des engagements pris ou refusés devant la population (voir sur notre website).

Le PCRf

Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.

- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins

le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Email : _____